



Agence de Saint MALO
Parc Technopolitain
ZAC Atalante
7 allée Métis
35400 Saint Malo
☎ : 02 99 82 43 26

M. Clément BERTRAND
CCIT ST MALO - FOUGERES
4 Avenue Loui Martin
CS 61714
35417 SAINT MALO CEDEX

Sécurité & Protection de la Santé

N/Réf : 327F0/14/994

Affaire suivie par : Yann DOURLEN

☎ : 02 99 82 59 44(B); 06 22 83 52 05(M)

@ : yann.dourlen@socotec.com

Dossier n° : GAD5049/1

Mise en accessibilité et remplacement de la chaudière du centre de formation

35430 Saint Jouan les Guérets

A SAINT MALO, le 06/03/2014

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé concernant le projet cité en référence à diffuser aux entreprises.

Nous vous remercions bien nous faire part de vos commentaires éventuels sur ce document.

Ce document comporte l'indice de révision n° A

Nous vous en souhaitons bonne réception et restons à votre disposition pour tout renseignement utile.
Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

LE COORDONNATEUR

Autres destinataires	@
Maître d'œuvre : Régis CORMIER - C-MOI	regis.cormier@gmail.com
Maître d'œuvre : Sophie FIEVET - Sophie FIEVET architecte DPLG	sophie.fievet@wanadoo.fr
Concept IB Nicolas	nicolas.mace@concept.ib.fr



MISE EN ACCESSIBILITE ET REMPLACEMENT DE LA CHAUDIERE DU CENTRE DE FORMATION

35430 Saint Jouan des Guérets



Plan **G**énéral de **C**oordination en matière de **S**écurité et de **P**rotection de la **S**anté Mission CSPA : Niveau 2



INDICE	DATE	MODIFICATIONS	RÉDACTION
0	06/03/2014	PGC du 06/03/2014	Yann DOURLIN

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Renseignements généraux	6
1.1.2. Calendrier de l'opération	6
1.2. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage	7
1.2.1. Déclaration préalable	7
1.2.2. Déclaration de travaux	7
1.2.3. Désignation des sous-traitants	7
1.3. Présentation des intervenants	7
1.3.1. Intervenants sur le chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, C SPS ,contrôle).....	7
1.3.2. Services de secours et de santé proche du lieu de chantier.....	8
1.3.3. Intervenants sur le chantier (Services).....	8
1.3.4. Liste des lots techniques	9
1.4. Liste des intervenants	9
2. ENVIRONNEMENT ET INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	10
2.1. Caractéristiques du sol.....	10
2.2. Identification des réseaux existants	10
2.3. Activités à proximité du site.....	10
2.3.1. Généralité	10
2.3.2. Zone de travaux	10
2.4. Pollution des sols	10
2.5. Inventaires des dangers et des contraintes.....	10
2.5.1. Risques particuliers en cours de construction	10
2.5.2. Environnement.....	11
2.5.3. Co-activités	11
2.6. Ouvrages Existants.....	11
2.6.1. Démolition.....	11
2.6.2. Demande diagnostic	11
2.6.3. Plan de retrait.....	11
2.6.4. Enlèvement amiante	11
2.6.5. Matériaux dangereux.....	12
2.7. Activités à proximité du site.....	12
2.7.1. Servitude	12
3. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION	12
3.1. Mesures d'organisation	12
3.1.1. Planification	12
3.2. Accès chantier - Limitation aux personnes autorisées.....	12
3.2.1. Généralités	12
3.2.2. Panneau de chantier	12
3.2.3. Accès et stationnement.....	13
3.2.4. Gestion des accès.....	13
3.2.5. Clôture de chantier.....	14
3.3. Installation de chantier	14

3.3.1.	Plan d'installation de chantier	14
3.3.2.	Cantonnement	14
3.3.3.	Entretien	15
3.3.4.	Nettoyage général.....	15
3.3.5.	Vestiaires et réfectoires.....	15
3.4.	Circulations des véhicules	15
3.4.1.	Aire de livraison	15
3.5.	Circulations horizontales des piétons	16
3.5.1.	Plate forme autour des bâtiments.....	16
3.5.2.	Déplacements dans les ouvrages ou bâtiments.....	16
3.6.	Circulations verticales des piétons.....	16
3.6.1.	Echafaudage.....	16
3.6.2.	Tour d'escalier	16
3.6.3.	Déplacement en toiture	16
3.7.	Nettoyage et évacuation des déchets.....	17
3.7.1.	Bennes à gravois et déchets	17
3.7.2.	Tri sélectif	17
3.7.3.	Acheminement des déchets vers les bennes	17
3.7.4.	Evacuation des matières dangereuses	17
3.7.5.	Accès aux façades et aux toitures	17
3.8.	Stockage et entreposage.....	17
3.8.1.	Zones de stockage des matériaux et matériels	17
3.8.2.	Conditions de stockage des matières et substances dangereuses, détonantes, inflammables, toxiques 18	17
3.9.	Manutentions et approvisionnements	18
3.9.1.	Généralités	18
3.9.2.	Vérification périodique des engin de levage par un organisme Agrée (avec levée de réserves). 18	18
3.9.3.	Grue mobiles et autres engins de manutention	18
3.9.4.	Interférence de grue.....	19
3.9.5.	Recettes	19
3.9.6.	Moyens de levage propre à chaque lot.....	19
3.10.	Réseaux de distribution.....	19
3.10.1.	Branchements et réseaux provisoires.....	19
3.10.2.	Installation de distribution électrique.....	19
3.10.3.	Installation d'éclairage.....	19
3.10.4.	Points d'eau et évacuation.....	20
3.10.5.	Appareils portatifs	20
3.11.	Risques spécifiques	20
3.11.1.	Utilisation de produits dangereux.....	20
3.11.2.	Procédure de permis de feu	20
3.12.	Protections Collectives et Individuelles.....	20
3.12.1.	Généralités	20
3.12.2.	Etude des moyens de protection collective en phase chantier.....	21
3.12.3.	Montage des moyens définitifs d'accès, de circulation et de protection	21
3.13.	Activité Tout Corps d'Etat	21
3.13.1.	Moyens communs.....	21
3.13.2.	Risques liés à l'activité TCE	21
4.	MESURES GENERALES DE SALUBRITE	22
4.1.	VRD primaires.....	22
4.1.1.	Alimentation énergie et fluides.....	22
4.1.2.	Evacuation des eaux usées.....	22
5.	ORGANISATION DES SECOURS	22

5.1. Moyens d'alerte.....	22
5.1.1. Téléphone.....	22
5.1.2. Consignes de sécurité.....	22
5.2. Moyens de secours.....	22
5.2.1. Sauveteurs secouristes du travail.....	22
5.2.2. Matériel de secours.....	22
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	23
6.1. Concertation et information entre les entreprises.....	23
6.1.1. Inspection commune	23
6.1.2. PPSPS.....	23
6.1.3. Sous-traitance.....	23
6.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers.....	23
6.2. Diffusion des documents	23
6.2.1. PGC, PPSPS	23
7. ANNEXES	24
7.1. Consignes de sécurité EN CAS D'ACCIDENT GRAVE ou SUPPOSE GRAVE.....	24
7.2. Consignes de sécurité EN CAS D'INCENDIE.....	25

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

1.1. PRESENTATION DU PROJET

1.1.1. Renseignements généraux

Le présent PGC SPS encadre les prestations à réaliser dans le cadre du projet de mise aux normes de l'accessibilité

pour personnes à mobilité réduite et réhabilitation du centre de formation et d'apprentissage à SAINT-JOUAN LES- GUERETS (35430).décomposent de la façon suivante:

En Phase préparatoire

- ☒ Travaux de voirie provisoires, plate forme à réaliser pour l'implantation
- ☒ Travaux de désamiantage des locaux existants

En phase travaux:

- ☒ Travaux de démolition d'un escalier Extérieur
- ☒ Tavaux de petite démolition
- ☒ Création de sanitaires PMR
- ☒ Création d'un élévateur PMR

Ces travaux regroupent les lots suivants

- Lot 1 VRD et Aménagements extérieurs
- Lot 2 Désamiantage
- Lot 3 : Démolitions – Gros Œuvre
- Lot 4 Charpente bardage
- Lot 5 Couverture Ardoise
- Lot 6 Menuiseries extérieures et intérieures en aluminium
- Lot 7 Plâtrerie – Faux-plafonds
- Lot 8 Menuiseries intérieures bois
- Lot 9: Revêtements de sol et murs
- Lot 10 Peinture
- Lot 11 Électricité
- Lot 12 Plomberie

Dispositifs prévus	A la charge de
1.1.2. Calendrier de l'opération	
<p>Calendrier globale de l'opération</p> <p>Dates prévisionnelles</p> <p>Début des travaux : juillet 2014</p> <p>Fin des travaux: Septembre 2014</p> <p>Délai d'exécution des travaux : 3 mois hors congés et intempéries</p> <p>Effectif prévisionnel et nombre d'entreprises prévisibles</p> <p>Effectif prévisionnel : 10 personnes en moyenne et 20 en pointe. <Chantier <1500HJ</p> <p>Nombre d'entreprises prévisibles :8 à 12 entreprises y compris sous-traitantes.</p> <p>Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en catégorie 2 au sens de l'article R.238-8 du Code du Travail.</p>	Maître d'Ouvrage
<p>La liste des lots (ou allotissement) est jointe en annexe "Liste des lots techniques" du présent PGC</p> <p>Les informations relatives aux titulaires des marchés et des sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le Coordonnateur SPS Calendrier général d'exécution du chantier</p> <p>Le calendrier des travaux programmés en tranches fixes, sera ultérieurement définitivement entériné lors d'une réunion de coordination, avec la Maîtrise d'Ouvrage CCI</p>	Maître d'OEuvre


Dispositifs prévus	A la charge de
<p>De saint Malo Fougères , la Maîtrise d' Œuvre C.MOI . et la Coordination SPS Socotec et fera l'objet d'une révision indicée du présent PGC</p> <p>Pendant toute la durée du chantier, le Coordonnateur SPS organise les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, pour la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur SPS.</p> <p>Le phasage des travaux sera étudié de telle manière à mettre à disposition des intervenants, successivement les zones où il n'y aura pas de travail superposé..</p>	

1.2. CONTRAINTES ADMINISTRATIVES OU SERVITUDES POUR LE MAITRE D'OUVRAGE

Dispositifs prévus	A la charge de
1.2.1. Déclaration préalable	
<p>Le Coordonnateur SPS a transmis la déclaration Préalable au maître d'ouvrage à la remise du PGC.</p> <p>La déclaration préalable a été faite par le Maître d'Ouvrage et transmise à l'Inspection du Travail, à la CRAM et à l'OPPBTP.</p> <p>La déclaration préalable et ses mises à jour seront affichées sur le chantier en permanence</p>	Maître d'Ouvrage
1.2.2. Déclaration de travaux	
<p>La présente opération fait l'objet d'une déclaration de travaux déposée en Mairie de Saint Jouan Des Gurets ministatives ou servitudes pour les titulaires et leurs sous-traitants</p> <p>Il incombe à chaque entreprise intervenant sur le chantier d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.</p>	Maître d'Ouvrage
1.2.3. Désignation des sous-traitants	
<p>Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'ouvrage, dans les conditions prévues au C C A P.</p> <p>Elles devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).</p>	Tous Corps d'Etats



1.3. PRESENTATION DES INTERVENANTS

1.3.1. Intervenants sur le chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, Coordination Maîtrise de chantiers SPS ,contrôle).





SERVICES	ADRESSE	☎ ☎ @	CORRESPONDANTS
MAITRE D'OUVRAGE	 <p>4 Avenue Loui Martin CS 61714 35417 SAINT MALO CEDEX</p>	<p>02.99.206 300</p> <p>cbertrand@saintmalofougeres.cci.fr</p>	CLEMENT BERTRAND

MAITRE D'OEUVRE REALISATION	 71, Riniac 35270 COMBOURG	0 299.802 103 regis.cormier@gmail.com	RGIS CORMIER
ECOMOMISTE DE LA CONSTRUCTION	 14, rue des Lierres 35400 Saint Malo	06 63 030 003 nicolas.mace@concept.ib.fr	NICOLAS MACE
MAITRE D'OEUVRE CONCEPTION	 17, rue Alphonse Thébault 35400 Saint Malo	02 99 401 740 sophie.fievet@wanadoo.fr	SOPHIE FIEVET
COORDONNATEUR SPS	 SOCOTEC Parc Technopolitain ZAC Atalante7 allée Métis 35400 Saint Malo	02 99 824 326 06 22 835 205 yann.dourlen@socotec.com	YANN DOURLEN
CONTROLE TECHNIQUE	QUALICONSLT rue des Iles Kerguelen Parc d'Activités Edonia	02 99 239 494 rennes.qc@qualiconsult.fr	YOAN LEFUR



1.3.2. Services de secours et de santé proche du lieu de chantier

SERVICES	ADRESSE	 / 	OBSERVATIONS
SAMU / SOS Médecins		15 ou 3624	
POLICE / GENDARMERIE		17	
POMPIERS		45000 ou 18	

1.3.3. Intervenants sur le chantier (Services)

SERVICES	ADRESSE	  @
Direccte	Les Alizés 2 12 rue Maison Neuve 35400 SAINT MALO	02 99 21 18 80
	Service de la Prévention 10 avenue Jean Jaurès 35400 SAINT MALO	02 99 267 474
 Comité Régional	18-20, rue Bahun Rault 35000 RENNES	02 99 382 988 02 99 633 345

1.3.4. Liste des lots techniques

LOT	CORPS D'ETAT	ENTREPRISES ADRESSE	  @	RESPONSABLE
01 -	VRD, sace Vert			
02 -	Amiante			
03 -	Démolition, Gros Oeuvre			
04 -	Charpente, Bardage			
05 -	Couverture ardoise			
05 -	Plâtrerie, Faux-plafonds			
06 -	Menuiseries extérieures, &interieures aluminium			
07 -	Revêtement de So l- Muraux			
08 -	Menuiseries interieures Bois			
09 -	Peinture			
10 -	Electricité			
11 -	Plomberie, Chauffage, Ventilation			
12 -	Ascenseur			

1.4. LISTE DES INTERVENANTS

La liste des entreprises titulaires de lots retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lot, ainsi que leur effectif et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable. Le Coordonnateur établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, le présent article renvoie au chapitre 1 du Registre Journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

2. ENVIRONNEMENT ET INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

2.1. CARACTERISTIQUES DU SOL

Aucune étude de sol ne nous parvenu au moment de la rédaction du présent PGC

2.2. IDENTIFICATION DES RESEAUX EXISTANTS

Une demande de renseignement sera adressée par le maître d'ouvrage aux services concernés
Chaque entreprise concernée devra déposer une DICT avant le démarrage des travaux

2.3. ACTIVITES A PROXIMITE DU SITE

Dispositifs prévus	A la charge de
2.3.1. Généralité	
Site en activité permanente, les travaux de restructuration, se dérouleront en 2 phases; déterminées lors de la réunion préalable avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, Sachant que l'activité de l'exploitant doit être maintenue pendant la période des travaux de restructuration, ils seront organisés et planifiés de tel manière à éviter toute superposition de tâche ou coactivité avec le personnel de l'exploitant.	Tous Corps d'Etats
2.3.2. Zone de travaux	
Le chantier sera Clos et indépendant, cependant certaines zones de travaux peuvent être mitoyennes de l'activité de l'exploitant peuvent être envisagées dès la rentrée de septembre ; les dispositions de balisage et de cheminement des piétons seront prises en fonction de l'avancement des travaux	Entreprise Concernée

2.4. POLLUTION DES SOLS

Aucune étude de sol n'a été fournie au moment de la rédaction du présent PGC SPS Ind A,

2.5. INVENTAIRES DES DANGERS ET DES CONTRAINTES

Cet inventaire des dangers a été réalisé en phase conception. Les modifications dans la nature des travaux, le phasage, l'organisation, les modes opératoires d'exécution seront obligatoirement communiqués au coordonnateur SPS par le Maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre, les entreprises, notamment au travers des mises à jour du planning et du PPSPS.

L'évolution ou l'apparition de nouveaux dangers sera analysée par le coordonnateur SPS.

L'adaptation éventuelle des mesures de coordination sera portée à la connaissance des participants à l'opération au travers soit des mises à jour du Plan Général de Coordination, soit du Registre Journal de la Coordination

Dispositifs prévus	A la charge de
2.5.1. Risques particuliers en cours de construction	
<ul style="list-style-type: none"> ↳ Site en activité permanente, hors période de congés scolaire ↳ Présence du public ↳ Présence de réseaux enterrés ↳ Risque de Pollution (nettoyage des toupies bétons) ↳ Effondrement inopiné lors des terrassements ↳ Effondrement de Structure ↳ Risque Amiante ↳ Chute de plain pied ↳ 	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Chute de hauteur ↳ Manutention d'équipement lourd ↳ Points chauds ↳ Electrification ↳ Essais de mise en pression de réseaux, essais mécaniques, essais en charge ↳ Obstacles, stockage ↳ Interférence Véhicule de chantier Piétons, notamment lors des livraisons
	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
2.5.2. Environnement	
Un constat d'huissier devra être rédigé avant travaux	Entreprise Concernée
Activité de l'exploitant, Centre de Formation en activité	TCE
2.5.3. Co-activités	
Le Maître d'œuvre définira des programmes de travaux pour réservation de zones de travail suivant le planning détaillé.	Maître d'OEuvre
Le Maître d'œuvre organisera le phasage des travaux et les plannings pour que chaque entreprise intervienne seule dans une zone de chantier.	Maître d'OEuvre
Les chantiers seront sectionnés par surface et par niveau, et les enchaînements des tâches entreprise part entreprise seront organisés en fonction de ces surfaces et niveaux	Maître d'OEuvre

2.6. OUVRAGES EXISTANTS

Dispositifs prévus	A la charge de
2.6.1. Démolition	
Avant toute démolition, les entreprises concernées devront demander un diagnostic amiante "avant démolition" au Maître d'Ouvrage.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
L'entreprise titulaire chargée des travaux de démolition devra procéder à la dépose, au conditionnement et à l'élimination des déchets, en appliquant les dispositions prévues par le décret n° 96-98 du 7 février 1996 et respecter les règles de l'arrêté du 14 mai 1996.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
L'entreprise titulaire devra respecter les dispositions du décret n° 2006-761 du 30 juin relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante ainsi que les Recommandations de la CARSAT relatifs aux travaux sur matériaux contenant de l'amiante	03 - Démolition, Gros Oeuvre
2.6.2. Demande diagnostic	
L'entreprise devra demander au Maître d'ouvrage le diagnostic amiante "avant démolition" ainsi que le diagnostic plomb avant de commencer les démolitions.	06 - Menuiseries extérieures, intérieures aluminium
Un rapport de repérage amiante avant travaux ou démolition partielle a été réalisé le. ce rapport fait apparaître la présence de Produit amiantés dans les zones suivantes: Bâtiment A & B Tous niveau, les reporter au diagnostic amiante ; joint à l'appel d'offre et disponible chez la Maître d'Ouvrage	03 - Démolition, Gros Oeuvre
Le diagnostic est joint à l'appel d'offre et disponible chez le Maître d'Ouvrage	03 - Démolition, Gros Oeuvre
Le Maître d'Ouvrage prend les mesures nécessaires pour procéder à l'élimination des déchets amiantés ou susceptibles de contenir des produits amiantés	Maître d'Ouvrage
2.6.3. Plan de retrait	
Tout enlèvement ou dépose de matériaux contenant de l'amiante a l'objet d'un plan de retrait qui a reçu l'accord de l'inspection de travail avant le démarrage des travaux. L'entreprise possède les qualifications adaptées au retrait d'amiante concerné (qualification 1512 ou 1513)	02 - Amiante
2.6.4. Enlèvement amiante	
Les modes opératoires et les protections collectives et individuelles des salariés devront respecter les principes édictés dans le Décret n° 96.98 du 7 Février 1996.	02 - Amiante
Les déchets seront conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment en ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en	02 - Amiante

Dispositifs prévus	A la charge de
matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses	
2.6.5. Matériaux dangereux	
Décret no 96-97 du 7 février 1996 Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 Arrêté du 23 février 2012	02 - Amiante

2.7. ACTIVITES A PROXIMITE DU SITE

Dispositifs prévus	A la charge de
2.7.1. Servitude	
Lors des travaux, les accès aux secours devront être clairement signalés et laissés libres, maintenus en permanence.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
Maintien de l'accès permanent au service d'administration du centre	03 - Démolition, Gros Oeuvre
Une liaison piétonnière avec le service administratif, sera maintenue et balisée pendant la durée du chantier (PIC)	03 - Démolition, Gros Oeuvre

3. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

L'accès au chantier se fera la rue Siochan, puis par la rue du Moulin du Domaine vers le portail de la zone chantier délimité par le barriérage de type "Héras"

3.1. MESURES D'ORGANISATION

Dispositifs prévus	A la charge de
3.1.1. Planification	
Un planning d'exécution des travaux sera établi par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur pour éviter les superpositions de tâches et optimiser les flux	Maître d'Oeuvre

3.2. ACCES CHANTIER - LIMITATION AUX PERSONNES AUTORISEES

Dispositifs prévus	A la charge de
3.2.1. Généralités	
<p>Les voies d'accès au chantier, seront définies sur le plan d'installation de chantier.</p> <p>La voie desservant le chantier doit être constamment praticable pour les véhicules.</p> <p>L'accès au cantonnement devra être organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et puisse y entrer et sortir en tenue de ville.</p> <p>Les abords des façades seront toujours libres sur une largeur de 3,00ml minimum. Lors de la mise en place d'échafaudage le long des façades la largeur minimum sera de 2,00ml, prise à partir de l'extérieur de l'échafaudage</p> <p>Les voies d'accès au chantier, seront définies sur le plan d'installation de chantier.</p> <p>La voie desservant le chantier doit être constamment praticable pour les véhicules.</p> <p>L'accès au cantonnement devra être organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et puisse y entrer et sortir en tenue de ville.</p>	Tous Corps d'Etats
3.2.2. Panneau de chantier	
Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n° 79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire et conforme au CCTP. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants devront être affichées et seront lisibles depuis la voie publique	03 - Démolition, Gros Oeuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>3.2.3. Accès et stationnement</p> <p>Les engins de chantier devront veiller au respect du code de la route. Ces engins seront également équipés d'avertisseur de recul.</p> <p>Des panneaux « Danger et Travaux » seront installés de part et d'autre de l'entrée conduisant au chantier.</p> <p>Seuls, les véhicules de chantier et de livraisons sont autorisés sur la plate forme générale</p> <p>Le parking sur les aires de stationnement est situé à l'extérieur du site sur les emplacements désignés ultérieurement par le maître d'Ouvrage</p> <p>Chaque entreprise pourra effectuer des livraisons sur le ou sur l'aire de déchargement autant que nécessaire, mais les véhicules ne devront pas rester près de la zone de travaux</p>	Tous Corps d'Etats
<p>3.2.4. Gestion des accès</p> <p>Tous les ouvriers présents sur le chantier devront être identifiable, soit le port d'un badge et/ou par l'identification visible portant le nom du salarié ou de son entreprise.</p> <p>Les salariés des entreprises sous-traitantes porteront également un badge</p> <p>L'impossibilité d'identification d'une personne pourra être sanctionnée par une interdiction d'accès au chantier</p>	Tous Corps d'Etats
<p>Le chantier sera ouvert de 8 H 00 à 12H 00 ET DE 13H30 à 17H 30</p>	TCE
<p>Pour des interventions en dehors de cette plage horaire, les entreprises devront faire une demande écrite au préalable auprès de la maîtrise d'œuvre. Aucune intervention ne pourra se faire sans l'accord écrit du maître d'œuvre.</p>	Tous Corps d'Etats
<p>Les zones d'approvisionnements et de déblais seront principalement au niveau du chantier sur les aires de stockage sur les aires déterminée en accord avec le maître d'Ouvrage, le maître d'Œuvre et la coordination SPS lors de première réunion préalable avec les entreprises retenues.</p>	Tous Corps d'Etats
<p>Tout livreur n'ayant pas fait l'objet de la procédure d'accueil par le personnel de l'entreprise chargée de l'accueillir sera interdit sur le chantier et repartira avec sa livraison.</p>	Tous Corps d'Etats
<p><u>Dispositions pour les entreprises</u></p> <p>L'accès au chantier ne sera autorisé qu'au personnel des entreprises avec lesquelles le Coordonnateur SPS aura préalablement effectué la visite d'inspection commune.</p> <p>Chaque entreprise devra établir en début des travaux son PPSPS, dans lesquels seront consignés les modes opératoires Les entreprises n'ayant pas remis leur PPSPS ne seront pas autorisées à pénétrer sur le chantier.</p>	Tous Corps d'Etats
<p><u>Dispositions relatives aux groupes de visiteurs</u></p> <p>Les visites de chantier de personnes ne travaillant pas sur le chantier, à l'initiative des entreprises, sont interdites, sans accord préalable du Maître d'ouvrage.</p> <p>Toute personne rentrant sur le chantier devra être équipée d'un casque de sécurité et de chaussures de sécurité et des équipements protection individuelle réglementaire pour la nature de la visite.</p> <p>A la demande du Maître d'ouvrage, L'Entreprise doit accueillir et accompagner, sous sa responsabilité tous les visiteurs qui doivent, à titre documentaire ou autre, pénétrer sur le chantier.</p>	Tous Corps d'Etats
<p><u>Personnes autorisées à accéder à l'enceinte du chantier</u></p> <p>Le chantier est strictement interdit au public .</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le Maître d'Ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Les personnes appartenant à la Maîtrise d'Ouvrage, et à la Maîtrise d'Œuvre , ↳ Les personnes au bureau de contrôle retenu par la maîtrise d'ouvrage : ↳ Le Coordonnateur SPS ; 	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
<ul style="list-style-type: none"> ↳ Les salariés et les sous-traitants désignés par l'entreprise titulaire(DC4) ↳ Les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires ; ↳ Les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP, Médecins du Travail des entreprises ; ↳ les personnes invitées par la maîtrise d'ouvrage à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de la maîtrise d'ouvrage et dotées des protections individuelles nécessaires. 	
3.2.5. Clôture de chantier	
Clôture principale périphérique Mise en place des clôtures de type HERAS ou similaire et / ou constituées partiellement de grillage orange de 1ml fixé à des poteaux bois ou métal dans la limite de propriété dès le début des travaux de terrassement et jusqu'à la fin du chantier.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
Le portail d'accès au chantier aura une largeur de 5,00 m minimum. Il sera constitué par des grilles de même nature que la clôture et sera condamné par un cadenas. Une clef sera remise à chaque lot titulaire ainsi qu'à la Maîtrise d'ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre	03 - Démolition, Gros Oeuvre

3.3. INSTALLATION DE CHANTIER

Dispositifs prévus	A la charge de
3.3.1. Plan d'installation de chantier	
Toutes les implantations des cantonnements de chantier sont définies dans le projet d'installation de chantier (PIC) déterminé lors de la réunion Préalable, entérinée à la réunion d'enclenchement et annexé au présent PGC. Des modifications pourront être apportées en phase de préparation suivant les dispositions constructives retenues par les entreprises et en accord avec le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS qui veilleront à ce que toute variante ne remette pas en cause les principes généraux de prévention liés à la succession d'interventions et à l'interaction avec les autres entreprises.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
3.3.2. Cantonnement	
<p>Mise en place d'une salle de réunion, d'une surface d'environ 20 m² à 30 m² , elle sera utilisée pour l'organisation des réunions de chantier et de coordination SPS. Le bureau est pourvu:</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ De tables et de chaises permettant de recevoir 15 à 20 personnes simultanément. ↳ De tableaux d'affichage pour les plans et de rangements pour les pièces écrites et les échantillons. ↳ Extincteurs en nombre suffisant ↳ De l'éclairage et du chauffage. ↳ De 5 casques. <p>L'accès au bureau de chantier devra être possible en permanence.</p> <p><u>Téléphone</u></p> <p>Le lot gros œuvre met à disposition des entreprise une ligne de téléphone et un combiné située à l'intérieur de la salle de réunion accessible par tous et à tout moment pour les appels de secours dans le bureau de chantier.(Horaires d'ouverture le matin 7h 30 à 12h30, l'après midi de 13h 30 à 18 h 00)</p> <p>L'affichage des consignes « EN CAS D'ACCIDENT » sera placé à coté du téléphone permettant l'appel direct des services d'urgence.</p> <p><u>Sanitaires (entretien GO)</u></p> <p>Pour la durée du chantier, l'entreprise de gros œuvre met à disposition un Bloc sanitaire raccordé, toute fois suivant la configuration et l'avancement des travaux, le maître d'Ouvrage aura la possibilité de mettre à disposition des intervenants un équipement</p>	03 - Démolition, Gros Oeuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>équivalent en accord avec le maître d'Œuvre et le coordonnateur SPS</p> <p>Dans le cas de présence de personnel féminin, un deuxième bloc sanitaire sera ajouté à l'installation en place</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ 1 WC avec chasse d'eau ↳ 1 urinoirs ↳ 1 sanitaire femme supplémentaire dans le cas de présence de personnel féminin ↳ 5 points d'eau sur lavabos ↳ 1 douche ↳ Ballon d'eau chaude à accumulation ↳ Chauffage électrique et éclairage ↳ Accessoires, savon, papiers à disposition de tous les intervenants A charge du GO <p><u>Vestiaires et réfectoires</u></p> <p>Prévu lors de la réunion préalable ils sont situés en dehors de la zone de travaux, les entreprises mettront à disposition des bungalow à usage de vestiaires ;</p>	
3.3.3. Entretien	
Les installations seront nettoyées et entretenues quotidiennement. Les consommables seront réapprovisionnés.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
3.3.4. Nettoyage général	
En cas de non observation des préconisations exposées ci-dessus le Coordonnateur SPS pourra demander au Maître d'œuvre de faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieure aux frais des entreprises défaillantes	Tous Corps d'Etats
3.3.5. Vestiaires et réfectoires	
<p>Prévu lors de la réunion préalable ils sont situés en dehors de la zone de travaux, les entreprises mettront à disposition des bungalow à usage de vestiaires Les entreprises fourniront les armoires pour leurs salariés.</p> <p>La surface totale sera calculée en prenant comme base une surface de 1,25 m2 par personne. Ces vestiaires devront posséder des armoires à penderie double (type B-NF D 65-760), être convenablement chauffés, ventilés, aérés. Ils seront nettoyés par les entreprises utilisatrices. Un extincteur sera prévu.</p> <p>Aucun vestiaire ne sera toléré dans les zones de travaux ainsi que dans les roulottes ou magasins destinés au stockage des matériaux et matériels des entreprises.</p> <p>Les repas seront pris à l'extérieur,</p> <p>Il est strictement interdit de manger dans la zone des travaux.</p> <p>Toute boisson alcoolisée est interdite sur le site. Interdiction de fumer à l'intérieur des locaux de l'établissement</p>	Entreprise Concernée

3.4. CIRCULATIONS DES VEHICULES

Dispositifs prévus	A la charge de
3.4.1. Aire de livraison	
Une aire de livraison stabilisée sera prévue sur l'emprise du chantier, ou sur les aires de parking prévue à cet effet	Tous Corps d'Etats
Les plages horaires de livraison se feront 1:4 d'heure après la prise des Cours et un quart d'heure avant la sortie, les horaires seront affichés à l'entrée du chantier	Tous Corps d'Etats

3.5. CIRCULATIONS HORIZONTALES DES PIETONS

Dispositifs prévus	A la charge de
3.5.1. Plate forme autour des bâtiments	
Parfaitement compactée et stabilisée la plate forme devra tenir compte des interventions extérieures un trottoir périphérique d'une largeur de 3 à 5 m sera réservé.	01 - Voirie, Réseaux, Espace Vert
3.5.2. Déplacements dans les ouvrages ou bâtiments	
Les circulations dans les ouvrages ou bâtiments s'effectueront sur les circulations existantes et futures, les moyens de protection collective provisoire ou définitive seront installés à l'avancement des travaux.	Entreprise Concernée

3.6. CIRCULATIONS VERTICALES DES PIETONS

Dispositifs prévus	A la charge de
3.6.1. Echafaudage	
<p>Généralités</p> <p>Chaque entrepreneur doit mettre à la disposition de son personnel des échafaudages convenables pour tout travail ne pouvant être exécuté sans risques de chute de hauteur. Les entreprises devront programmer leurs interventions avec échafaudages et nacelle sur des aires de manœuvre rendues au préalable planes et stables.</p> <p>Le travail à l'échelle simple est interdit. Tout travail en hauteur se fera au moyen d'échafaudage ou équipement similaire assurant aucun risque de chute pour l'intervenant.</p> <p><u>L'utilisation des escabeaux non munis de garde-corps en zone d'intervention n'est pas autorisée sur le chantier.</u></p> <p>Pour toute intervention, au-dessus de 3 (TROIS) mètres et hors échafaudage ou nacelle, le port de la ceinture ou du baudrier de sécurité est obligatoire.</p> <p>L'utilisation de nacelle élévatrice ne sera autorisée que si l'appareil est à jour de ses contrôles périodiques et en parfait état de marche. Les rapports seront transmis au Coordonnateur SPS avant utilisation de l'appareil. Chaque entreprise utilisant une nacelle mettra un panneau d'identification de l'entreprise et une numérotation particulière dans le cas d'utilisation de plusieurs appareils.</p>	Entreprise Concernée
<p>Formation des personnels : travaux d'échafaudage, travaux en hauteur</p> <p>Issu de la transcription de la Directive Européenne 2001/45/CE ,depuis le 1 septembre 2004, l'application du Décret n°2004-294 et de l'arrêté du 21décembre 2004 est entré en vigueur, les entreprises concernées ont obligation de former leur personnel au montage d'échafaudage suivant le type de matériel utilisé afin de connaître l'adéquation d'un montage conforme, la vérification et l'utilisation.</p> <p>Les matériels montés doivent être vérifiés quotidiennement, et conformes aux contrôles réglementaires précisés dans le décret</p> <p>Articles R.233-13-31 : les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction, d'une personne compétente et par des travailleurs qui reçu une formation adéquat eet spécifique(...) cette formation est renouvelée dans les conditions prévues à l'article R.233-3</p> <p>R-233-13-20 : Les travaux en temporaires en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, réalisé ou équipé de manière à garantir le sécurité des travailleurs et à préservé leur santé</p>	Entreprise Concernée
3.6.2. Tour d'escalier	
Une tour d'escalier sera mise en place pour l'accès en toiture.	04 - Charpente, Bardage
3.6.3. Déplacement en toiture	
<p>Pour tous les travaux de charpente ou modification de charpente toutes les dispositions de protection collectives seront prises prioritairement à celles des protections individuelles</p> <p>Toutes ces opérations feront l'objet d'un modes opératoire précis décrivant les différentes étapes de la construction ou modification. joint au PPSPS au moins 1 mois avant le début</p>	04 - Charpente, Bardage

Dispositifs prévus	A la charge de
des travaux, et entériné lors d'une réunion préalable avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS	

3.7. NETTOYAGE ET EVACUATION DES DECHETS

Dispositifs prévus	A la charge de
3.7.1. Bennes à gravais et déchets	
Des bennes à gravais et déchets seront mis en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier	03 - Démolition, Gros Oeuvre
3.7.2. Tri sélectif	
Option choisie par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre : Quotidiennement, chaque entreprise évacuera ses propres déchets Règles générales de nettoyage du chantier applicables à toutes les entreprises	Tous Corps d'Etats
Tri sélectif des déchets sur le chantier. A cet effet, mise en place des bennes collectives : <ul style="list-style-type: none"> ↳ Déchets inertes (DI) + Déchets industriels banals et emballages(DIB) stockés dans une benne ↳ Déchets industriels spéciaux (DIS) évacués au jour le jour par chaque entreprise qui les produit. Ou évacuation quotidienne par chaque entreprise de leurs propres déchets	Tous Corps d'Etats
3.7.3. Acheminement des déchets vers les bennes	
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'Etats
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables.	Maître d'Oeuvre
3.7.4. Evacuation des matières dangereuses	
Les déchets issus de matières dangereuses seront évacués et traités par les entreprises concernées	Entreprise Concernée
3.7.5. Accès aux façades et aux toitures	
Observations: les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire et en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.	Tous Corps d'Etats

3.8. STOCKAGE ET ENTREPOSAGE

Dispositifs prévus	A la charge de
3.8.1. Zones de stockage des matériaux et matériels	
Des zones de stockage suffisamment grandes, planes avec un sol stabilisé seront prévues sur le chantier. Ces zones seront dédiées à chaque entreprise avec un affichage à leur nom.	Tous Corps d'Etats
Les matériaux à risque seront stockés à l'écart avec une signalisation de danger adaptée	Tous Corps d'Etats
Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation et les transmettre à l'entreprise de gros œuvre, chargée de la préparation des zones de stockage.	Tous Corps d'Etats

3.8.2. Conditions de stockage des matières et substances dangereuses, détonantes, inflammables, toxiques	
La liste des produits, les caractéristiques, les conditions de stockage et les mesures de sécurité envisagées, sont à préciser dans le PPSPS des entreprises utilisant ces types de produits.	Entreprise Concernée
Des panneaux indiquant la nature des risques et les recommandations à respectées, seront installés à l'extérieur des zones ou baraques	Entreprise Concernée
Une zone de stockage « produits dangereux » sera définie dans le plan d'installation de chantier	Entreprise Concernée

3.9. MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENTS

Dispositifs prévus	A la charge de
3.9.1. Généralités	
Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles (art. L 230-211). Ils définiront par écrit dans leur PPSPS les détails de leur mode opératoire des approvisionnements de leur matériel et matériaux le(s) moment(s) de leur(s) intervention(s).	Tous Corps d'Etats
Du fait de la configuration du site et de la surface de stockage disponible, les approvisionnements devront se faire à l'avancement des travaux en parfaite coordination entre les différentes entreprises. Les stockage sur la zone ne devra pas excéder 1 journée, les matériaux ou matériels devant être répartis au niveau Des différents poste de travail dans la journée. Les entreprises doivent prévoir du personnel sur le site afin de guider les transporteurs et d'assurer le déchargement de leurs matériaux sur le chantier aux endroits prévus à cet effet. Les consignes et procédures d'accueil des transporteurs seront données par les entreprises utilisatrices	Tous Corps d'Etats
3.9.2. Vérification périodique des engin de levage par un organisme Agrée (avec levée de réserves)	
Tout moyen de levage, grue mobile, chariot élévateur, monte charges, treuil et appareils, pénétrant sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires avant toute utilisation. La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres tenus sur le chantier et présentés au coordonnateur SPS qui le mentionnera sur le registre journal. Les matériels devant restés en place au-delà de la périodicité de validation de leur contrôle seront à nouveau contrôlés dans les délais fixés par la réglementation en vigueur au moment des travaux. Toute réserve éventuelle devra être levée avant utilisation du matériel	Entreprise Concernée
3.9.3. Grue mobiles et autres engins de manutention	
Pour les besoins techniques du chantier, les entreprises pourront utiliser des grues mobiles ou des engins de manutention adaptés à leurs travaux. Les matériels seront conformes au moment de leur utilisation. Les zones de circulations et d'évolution de ces engins devront être aménagées pour avoir une portance suffisante et éviter toute déstabilisation ou déséquilibre de l'engin lors des circulations et lors des phases de manutention. L'Entreprise se chargera de réaliser ses plates-formes. Les entreprises utilisatrices indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires retenus et les dispositions à mettre en place pour assurer la sécurité du chantier et fourniront des plans de levage	Entreprise Concernée
<u>Guidage des manutentions</u> Pour les opérations de levage des matériels devant être installés sur les toitures ou à l'intérieur des locaux par les toitures, et dont le pilote n'a pas de vision directe sur les charges manutentionnées, les entreprises chargées de ces travaux devront mettre en place les procédures de guidage du pilote par radio par le chargé de la manœuvre.	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
Les intervenants en toiture devront évoluer dans un périmètre entièrement sécurisé par protection collective	
3.9.4. Interférence de grue	
Si nécessaire, la grue sera équipée d'un dispositif de sécurité d'interférence de grue	Entreprise Concernée
3.9.5. Recettes	
Des recettes seront installés à chaque phase de travaux pour permettre l'approvisionnement avec la grue sans dépose des garde-corps, ou protection collective adaptées.	Tous Corps d'Etats
3.9.6. Moyens de levage propre à chaque lot	
Après le départ de la grue, chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du Coordonnateur	Entreprise Concernée

3.10. RESEAUX DE DISTRIBUTION

Dispositifs prévus	A la charge de
3.10.1. Branchements et réseaux provisoires	
<p>Le chantier sera raccordé aux réseaux provisoires de chantier (eau, électricité, téléphone, assainissement, eaux pluviales) . Prévoir un réseau aérien hors gel et sous fourreau, l'alimentation se trouve au niveau du TGBT des services généraux</p> <p>Articles R238-42 à 44</p> <p>Le Maître d'Ouvrage doit :</p> <p>Art 238-42</p> <p>« le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable doit être effectué pour permettre une alimentation suffisante des divers points d'eau prévus dans les locaux destinés au personnel »</p> <p>Art 238-43</p> <p>« Le raccordement à un réseau de distribution électrique doit permettre de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipement et installations prévus dans les locaux destinés au personnel »</p> <p>Art 238-44</p> <p>« Les matières usées doivent être évacuées conformément aux règlement sanitaires en vigueur ».</p>	Maître d'Ouvrage
3.10.2. Installation de distribution électrique	
Un tableau général de répartition avec les protections nécessaires sera installée selon le point de livraison et les consignes du Maître d'œuvre.	10 - Electricité
Les armoires de distribution présenteront des départs séparés avec sectionneur pour les différentes utilisations du chantier comme les bureaux, les éclairages extérieurs, les appareils de levage et les coffrets de distribution dans les bâtiments.	10 - Electricité
Des coffrets de distribution équipés de PC seront installés sur chaque niveau et ne devront pas être distants de plus de 25m de tout point du bâtiment.	10 - Electricité
Les armoires fermeront à clefs. Les câbles chemineront en aérien. En cas d'impossibilité, les câbles cheminant au sol seront protégés mécaniquement	10 - Electricité
3.10.3. Installation d'éclairage	
Des éclairages seront installés sur l'ensemble des circulations, paliers et zones communes du chantier. Ces installations seront maintenues en bon état.	10 - Electricité

3.10.4. Points d'eau et évacuation	
Des robinets de puisage seront installés	03 - Démolition, Gros Oeuvre
L'évacuation des EU/EV sera fait par un branchement sur le réseau d'assainissement de la voie publique.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
3.10.5. Appareils portatifs	
<p>L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Ou de classe III - TBT (tension nominale inférieure à 50 volts) ↳ Ou de classe II à double isolation <p>Prolongateur électrique: uniquement par câble H07RNF avec fiche étanche (fiches à usage domestique interdites). Les baladeuses électriques seront obligatoirement à double isolement, avec poignées isolantes et panier.</p> <p>Aucune alimentation ne se fera ailleurs que depuis les armoires électriques conçues à cet effet et protégées par les différentiels de défaut.</p>	Tous Corps d'Etats

3.11. RISQUES SPECIFIQUES

Dispositifs prévus	A la charge de
3.11.1. Utilisation de produits dangereux	
Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines époxydiques; peintures à solvants, mousses polyuréthane ..) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit.	Entreprise Concernée
Ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation durée maximale d'exposition ou d'inhalation, utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques.	Entreprise Concernée
Consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers non prévenus des dangers et des moyens de s'en protéger	Entreprise Concernée
Il est rappelé qu'aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit. Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur de sécurité parallèlement à leur introduction sur le chantier.	Tous Corps d'Etats
3.11.2. Procédure de permis de feu	
Etablir un permis avec l'exploitant de l'établissement	Entreprise Concernée

3.12. PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES

Dispositifs prévus	A la charge de
3.12.1. Généralités	
<p>Toute entreprise intervenant sur le chantier a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à la sécurité de son personnel.</p> <p>Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entreprise qui la précède s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à sa charge, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par une autre entreprise.</p> <p>Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection correcte et équivalente pour l'ensemble de son personnel qui intervient sur le chantier.</p>	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Chaque entreprise devra , à l'issue de son intervention rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.</p> <p>En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, L'entreprise fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant</p> <p>Les entreprises attributaires des lots principaux, mettront en place les sécurités collectives sur les ouvrages, (et en assureront la maintenance jusqu'à la fin des travaux T.C.E dans chaque zone où les travaux se poursuivent ou jusqu'à la mise en place des protections définitives et sans s'opposer à la mise en place de celles-ci.</p>	
3.12.2. Etude des moyens de protection collective en phase chantier	
<p>Les entreprises étudieront la nature et les moyens de mise en œuvre des protections collectives pendant la période des travaux. Le positionnement des protections collectives devra permettre la mise en place des protections définitives. La mise en place et l'enlèvement des protections collectives provisoires devront se faire sans entraîner de risque majeur pour l'intervenant. Les entreprises proposeront au Coordonnateur SPS et au Maître d'œuvre, les projets des moyens retenus pour validation en fonction des principes généraux de prévention.</p>	Tous Corps d'Etats
3.12.3. Montage des moyens définitifs d'accès, de circulation et de protection	
<p>Le planning de travaux privilégiera la mise en place des moyens d'accès définitifs, avec les protections collectives .</p> <p>Les moyens de protection définitive devront dans la mesure du possible servir pendant la phase des travaux</p>	Entreprise Concernée

3.13. ACTIVITE TOUT CORPS D'ETAT

Dispositifs prévus	A la charge de
3.13.1. Moyens communs	
<p>Chaque entreprise devra procéder pendant la période de préparation à une étude exhaustive de ses phases de travail en fonction de l'ouvrage à réaliser et de sa localisation. Pour chaque phase elle devra adapter un processus d'exécution permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ D'éviter les risques, ↳ De limiter les risques qui ne peuvent être évités. <p>Lors de l'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu, sur un même ouvrage, l'entrepreneur réalisant la tâche principale devra informer les autres entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Des risques encourus et des moyens de les prévenir, ↳ Communiquer aux autres entreprises ses procédures d'exécution. <p>Ces interférences devront être mentionnées dans les P.P.S.P.S. Une harmonisation sera effectuée par le Coordonnateur SPS après analyse et discussion</p> <p>Les zones d'intervention présentant des risques pour les autres entreprises seront délimitées physiquement et signalées par panneaux (utilisation de produits dangereux).</p> <p>Utilisation de certaines installations de chantier par les entreprises en fonction de l'enchaînement des tâches :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Plates-formes de travail communes ↳ Echafaudages communs 	Tous Corps d'Etats
3.13.2. Risques liés à l'activité TCE	
<p>Des mesures seront établies en fonction du planning pour limiter les co-activités entre les corps d'état.</p> <p>Ces mesures seront principalement:</p>	Coordonnateur SPS

Dispositifs prévus	A la charge de
<ul style="list-style-type: none"> ↳ Le phasage des travaux par zone et par corps d'état ↳ Neutralisation de zone ↳ Décalage de planning ↳ Travaux dans les niveaux <p>L'ordonnancement des travaux s'organisera suivant le planning défini lors de la période de préparation en tenant compte des principes généraux de prévention. Ces travaux pourront être sectorisés en zones distinctes.</p>	

4. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

4.1. VRD PRIMAIRES

Dispositifs prévus	A la charge de
4.1.1. Alimentation énergie et fluides	
Les alimentations ERDF et eau potable seront mise en service dès l'installation des cantonnements au démarrage du chantier. Les réseaux extérieurs à protéger du GEL	Maître d'Ouvrage
4.1.2. Evacuation des eaux usées	
Les installations sanitaires seront raccordées à l'égout dès l'installation des cantonnements.	03 - Démolition, Gros Oeuvre

5. ORGANISATION DES SECOURS

5.1. MOYENS D'ALERTE

Dispositifs prévus	A la charge de
5.1.1. Téléphone	
Le téléphone de la salle de réunion sera en permanence accessible à l'ensemble des personnels, pour l'appel des secours.	Compte Prorata
5.1.2. Consignes de sécurité	
Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS.	Tous Corps d'Etats

5.2. MOYENS DE SECOURS

Dispositifs prévus	A la charge de
5.2.1. Sauveteurs secouristes du travail	
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'Etats
5.2.2. Matériel de secours	
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Entreprise Concernée

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

6.1. CONCERTATION ET INFORMATION ENTRE LES ENTREPRISES

Dispositifs prévus	A la charge de
6.1.1. Inspection commune	
Avant toute intervention les entreprises auront obligation faire l'inspection commune au moins 15 jours avant intervention et Fournir leur PPSPS à yann.dourlen@socotec.com A défaut d'avoir rempli l'une de ces obligations l'entreprise peut se voir interdite de site.	01 - Démolition
6.1.2. PPSPS	
Chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra communiquer "avant intervention" un PPSPS au coordonnateur	Tous Corps d'Etats
6.1.3. Sous-traitance	
Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes informeront le coordonnateur SPS de toute sous-traitance de leurs travaux. Les sous-traitants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'Etats
les entreprises ayant recours à la sous-traitance devront faire une demande d'agrément auprès du maître d'ouvrage au moins 1 mois avant le début de leur travaux avec copie d'acceptation au coordonnateur SPS titulaire (yann.dourlen@socotec.com)	
6.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers	
Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Entreprise Concernée
Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.	Tous Corps d'Etats

6.2. DIFFUSION DES DOCUMENTS

Dispositifs prévus	A la charge de
6.2.1. PGC, PPSPS	
Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs sera joint au DCE	Maître d'Ouvrage
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	01 - Démolition
Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants	01 - Démolition
Les PPSPS doivent être consignés sur site à l'intérieur du Bungalow de chantier et doivent systématiquement inclure : <ul style="list-style-type: none"> ↳ Les modes opératoires ↳ Une copie des Autorisations de conduite ↳ Une copie des formations ou habilitations requises (échafaudage, électrique, CASES etc) ↳ Une copie de l'inspection commune 	01 - Démolition

7. ANNEXES

7.1. CONSIGNES DE SECURITE EN CAS D'ACCIDENT GRAVE ou SUPPOSE GRAVE

CHANTIER DE CONSTRUCTION

NOM : CENTRE DE FORMATION

LOCALISATION : RUE DU MOULIN DU DOMAINE

35430 Saint Jouan des Guérets

CONSIGNE EN CAS D' ACCIDENT GRAVE ou SUPPOSE GRAVE

TOUT TEMOIN D'UN ACCIDENT GRAVE OU SUPPOSE GRAVE DOIT :

1 - PROTEGER LA VICTIME CONTRE TOUT DANGER PERSISTANT (par exemple : couper le courant, arrêter la machine ou l'engin, fermer la bouteille de gaz, éteindre le chalumeau etc.)

2 - FAIRE PREVENIR SIMULTANEMENT :

- ↳ . un secouriste présent sur le chantier,
- ↳ . Les secours extérieurs (pompiers) en composant, à partir du téléphone de secours le plus proche

Le

18	OU	112	par gsm
	SAMU	115	

DIRE :. ICI CHANTIER.

Lieu dit

. PRECISER :

- La nature de l'accident
exemples : . chute, éboulement, ensevelissement,. électrisation,
etc.
- Le nombre de blessés
- La position des blessés
exemples : . au sol, . dans la tranchée,. sur le toit,. etc.
- L'état des blessés
exemples : . saigne abondamment, ne parle pas,. ne respire pas,
. a mal au dos, . est brûlé aux mains, etc.
- Qu'une personne attendra les secours à l'entrée du chantier

3 - DESIGNER UNE PERSONNE QUI SE RENDRA A L' ENTREE DU CHANTIER, et attendra les secours pour les guider jusque sur les lieux de l'accident.

4- SE METTRE A LA DISPOSITION des SECOURISTES même s'il n'est pas secouriste lui-même.

7.2. CONSIGNES DE SECURITE EN CAS D'INCENDIE

CHANTIER DE CONSTRUCTION

NOM : CENTRE DE FORMATION

LOCALISATION : RUE DU MOULIN DU DOMAINE

35430 Saint Jouan des Guérets

CONSIGNE EN CAS D'INCENDIE

TOUT TEMOIN D'UN DEBUT d'INCENDIE DOIT :

1- ATTAQUER LE FEU avec les extincteurs appropriés disponibles sur place.

2- FAIRE PREVENIR LES SECOURS EXTERIEURS (sapeurs pompiers) en composant, à partir du téléphone le plus proche, le

18 OU **112** par gsm

DIRE :

. **ICI CHANTIER**

Lieu dit

. **PRECISER** : - la nature du feu

exemple :

- a) Feu dans une armoire électrique,
- b) Feu dans un bungalow,
- c) Feu de véhicule, etc.

- le nombre, l'état et la position des blessés s'il y en a.

- qu'une personne attendra les secours à l'entrée du chantier.

. **NE PAS RACCROCHER LE TELEPHONE LE PREMIER.**

3- DESIGNER UNE PERSONNE QUI SE RENDRA A L'ENTREE DU CHANTIER, et attendra les secours pour les guider jusque sur les lieux de l'incendie

Consignes de sécurité